
PEDAGOGIE

Un bureau d'éducation à Ottawa

L'UNIFORMITÉ SCOLAIRE POUR TOUT LE CANADA

Projets inacceptables

Le 20 avril dernier, *La Patrie* publiait les lignes qui suivent :

« Dans Ontario, l'on ne s'efforce pas-seulement d'améliorer le système d'enseignement, mais l'on voudrait encore nationaliser les écoles.

« L'autre soir, devant l'association d'éducation d'Ontario, l'hon. M. Pyne, ministre de l'Instruction publique, s'est demandé si le temps n'est pas venu, et s'il ne serait pas préférable, de mettre entre les mains des élèves, dans le pays tout entier, les mêmes livres de classe. »

Le même jour, un correspondant écrivait dans *Le Canada* :

« A une assemblée de l'*Ontario Educational Association*, ces jours derniers, le président s'est prononcé en faveur de la création d'un bureau d'éducation à Ottawa sous le contrôle du gouvernement Fédéral, à l'exemple du bureau d'éducation à Washington. »

On le voit, aux yeux des instituteurs d'Ontario le projet de l'*uniformité scolaire* pour toutes les provinces du Canada et celui d'un *Bureau fédéral d'Education* sont intimement liés. C'est tellement le cas, que nos confrères des provinces anglaises sont d'avis que les partisans de l'unification scolaire ne réussiront à créer un système d'écoles nationales (*national schools*) qu'au moyen d'un *Bureau fédéral*. Ce bureau, sous le prétexte de recueillir des statistiques (1), aurait pour mission de préparer les voies à l'uniformité scolaire au Canada, laquelle uniformité conduirait bien vite notre pays à l'union législative. Ce rêve est caressé depuis près de cinquante ans par un grand nombre de francophobes, qui ne souhaitent rien moins que la *fusion* des races au sein de la Confédération. On sait que dans cette opération, aux yeux de nos adversaires, c'est l'élément canadien-français qui doit disparaître.

Cet immense projet de centralisation scolaire n'a qu'un but : enlever à la province de Québec son admirable organisation d'enseignement confessionnel et noyer, de cette sorte, l'élément catholique du Dominion dans la majorité

(1) Déjà le ministère de l'Intérieur, à Ottawa, a tous les pouvoirs nécessaires pour recueillir les statistiques.